

L'Europe des imprimeurs

RECYCLEUR RECYCLÉ

En France seulement 2% des livres sont produits sur papiers recyclés quand le taux d'utilisation de papier recyclé sur le marché graphique en Europe est de 13%. L'édition est pourtant une industrie dont le recyclage (livres pilonnés) atteint un très haut niveau (en France il est de 100%).

(Source La Nuit du livre 2019.)

80%

C'est la part attribuée au papier dans le coût environnemental du livre.

D'où l'importance des certifications écologiques du papier.

ECF

Elemental chlorine free

TCF

Totally chlorine free

Ces labels traquent la présence du chlore dans la fabrication du papier car l'Europe en a interdit l'usage.

Lady Rowling ne plaisante pas ?

À sa demande, dès 2005 – ce fut alors une première –, les aventures d'*Harry Potter* sont imprimées sur du papier 100% recyclé ou labellisé FSC. Et ce que Lady Rowling veut...

218500 tonnes

C'est le poids total des livres en papier et carton produits pour le marché français. Cela représente 2,5% de la consommation de ces matériaux.

(Ademe, bilan 2017 : www.ademe.fr/SEREHO (Alain TRIPIER) Actualisation 2017 des flux de produits graphiques en France.)

Les livres pilonnés représentent, eux, 30 944 tonnes (chiffre 2017, source SNE).

LABELS ET CERTIFICATIONS



PEFC

Programme Européen des Forêts Certifiées

créé en 1998 par les professionnels européens de la filière bois. Ce label promeut la gestion durable de la forêt.



FSC

Forest stewardship council,

créé en 1993 par le WWF et Greenpeace.



IMPRIM'VERT

Existe en France depuis 1998. Ce label a permis d'établir un cahier des charges pour les imprimeurs afin de limiter leur impact sur l'environnement. 5 critères doivent être remplis pour obtenir ce label :

- l'élimination conforme des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de liquides dangereux
- la non-utilisation de produits toxiques
- la sensibilisation environnementale des salariés et de la clientèle
- le suivi des consommations énergétiques du site.

Certains imprimeurs peuvent aller plus loin encore en utilisant :

- des papiers blanchis sans chlore ni dérivé de chlore. Interdits en Europe, voir ci-contre le label TCF
- des encres certifiées d'origine végétale
- des papiers dont le bois utilisé est issu de forêts gérées durablement (FSC/PEFC). Norme ISO 14001.

« L'industrie du livre a aussi un rôle à jouer dans la reforestation, l'un des éléments les plus importants dans la lutte contre le réchauffement climatique. »

Cyril Dion, interviewé par Isabel Contreras et Anne-Laure Walter

(numéro spécial de *Livres Hebdo* consacré à l'écologie de et dans l'édition, 1^{er} mars 2019).

Où sont imprimés les livres édités en France ?

En 2017 en France, **34 %** de l'ensemble des livres déposés ont été imprimés hors de France ; pour les livres jeunesse, la part des livres imprimés à l'étranger monte à **64 %**.

(Source : données du dépôt légal à la BnF, avril 2019)

	Titres déposés en 2018	Comparatif 2009
Nombre Total	10 689	7 737
France	3 584 (33 %)	3 062 (40 %)
Chine	2 145 (20 %)	1 416 (18 %)
Espagne	1 360 (13 %)	606 (8 %)
Italie	828 (8 %)	1 090 (14 %)
Pologne	365 (3 %)	8 (0 %)
Roumanie	328 (3 %)	6 (0 %)
Allemagne	232 (2 %)	81 (1 %)
Belgique	190 (2 %)	396 (5 %)
République tchèque	141 (1 %)	2 (0 %)
Malaisie	135 (1 %)	1 (0 %)
Slovénie	105 (1 %)	79 (1 %)
Bulgarie	98 (1 %)	5
Portugal	2	0
Singapour	2	94 (1 %)
Taiwan	0	36 (0 %)
Union européenne (ind.)	302 (3 %)	54 (1 %)
Asie (ind.)	11	64 (1 %)
Non renseignés	344 (3 %)	194 (3 %)

48 heures chrono

L'impression à la demande (*print on demand* ou POD) est une des grandes avancées technologiques de l'imprimerie du ^{xxi}e siècle. Pour alléger la gestion des stocks (et leur coût environnemental et financier), pour maintenir vivants des titres à faibles ventes, les éditeurs ont de plus en plus souvent recours à des impressions numériques de très faibles tirages disponibles en des temps records.

Il y a même des recherches en cours sur l'installation de microstations d'impression à la demande dans les librairies.

La POD est aussi en lien étroit avec l'auto-édition : les écrivains amateurs peuvent ainsi obtenir des tirages de qualité de leurs œuvres.

L'ÉCOLOGIE DU LIVRE NUMÉRIQUE

On regarde le papier de travers ? Croire que le livre numérique est vertueux serait naïf.

Ce n'est pas tant le fichier numérique qui importe mais la production, la durée de vie et le recyclage des terminaux qui permettent de le lire. En 2011, l'Institut royal de technologie de Stockholm a publié une étude qui fait toujours référence : pour amortir l'impact en CO₂ d'une liseuse et atteindre l'impact de la lecture sur papier, il faut y lire 40 livres. Si l'on prend en compte l'ensemble des impacts environnementaux de cette liseuse (écotoxicité, pollution de l'eau, etc.), il en faut dix fois plus, soit 400 livres. Sachant que ce taux se multiplie encore quand il se compare à un livre papier lu par plusieurs lecteurs. À croire que la bonne vieille bibliothèque (qui rémunère les auteurs et les éditeurs presque partout en Europe) est LA solution !

Propos repris d'une rencontre avec Françoise Berthoud, ingénieure de recherche et fondatrice d'EcolInfo, groupe de recherche sur l'impact écologique des nouvelles technologies (numéro spécial de *Livres Hebdo* consacré à l'écologie de et dans l'édition, 1^{er} mars 2019).

Une autre géographie du livre

ENTRETIEN AVEC JEAN-MARC LEBRETON

Luçon (Vendée), Trieste (Italie), Gefate (Espagne), Hong Kong (Chine), Sofia (Bulgarie)... Regarder les « achevé d'imprimer » avant de refermer un livre dessine une autre géographie de la littérature jeunesse. Nos livres voyagent avant de parvenir jusqu'à nous, comme voyagent le papier qui les compose et plus encore la pâte à papier dont il est fait. Se pencher sur cette géographie complexe c'est aussi accepter de se poser la question de l'écologie du livre.



Jean-Marc Lebreton
Expert en industries graphiques, formateur à l'ASFORED, conférencier, membre de nombreuses commissions de travail consacrées à l'édition, secrétaire général adjoint de la CCFI (Compagnie des Chefs de Fabrication des Industries Graphiques et de la Communication).
Jean-Marc Lebreton est le corédacteur du rapport « Imprimer en France, l'avenir de la filière livre » pour la Direction générale de l'économie (2015).

À quoi ressemble l'Europe des imprimeurs ?

L'Europe des imprimeurs c'est historiquement la France et ses pays limitrophes, principalement l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique. Cela fait cinquante ans que les éditeurs français travaillent avec les imprimeurs italiens et espagnols. Désormais, cette zone s'étend à certains pays de la partie orientale de la Communauté européenne : Bulgarie, Pologne, Slovaquie, Lituanie. Ces pays attaquent par petits bouts un certain nombre de marchés, dont celui de l'édition française.

Vous utilisez un vocabulaire guerrier...

Oui parce que c'est perçu par les imprimeurs, dont je suis très proche, d'une façon en effet guerrière. C'est avec l'argent de l'Europe qu'ils ont pu acheter des machines. Avec ces machines performantes et un coût de main-d'œuvre bas, ils ont pu se développer sur le marché français. Difficile de ne pas voir là une problématique un peu guerrière. Si l'on regarde les sites de ces imprimeurs de « l'Europe de l'Est », ils disent bien que c'est grâce à l'Europe qu'ils ont pu s'équiper ainsi.

L'Europe des imprimeurs est-elle la même que l'Europe du papier ?

Non, l'Europe du papier est très différente puisque, historiquement, le papier était fabriqué en Scandinavie, en Allemagne et en Pologne, un peu en Italie, très peu en France, Espagne et Portugal. Aujourd'hui cela a peu changé puisque la majeure partie du papier utilisé en Europe continue à provenir des pays scandinaves. Mais l'industrie du papier doit être regardée de deux façons différentes. Il y a la fabrication du papier d'un côté et, en amont, celle de la pâte à papier qui obéit, elle, à d'autres circuits. Et ceux-là s'appréhendent à l'échelle du monde.



Le papier n'est pas fait avec une essence d'arbre homogène. Il a besoin d'eucalyptus, de bouleau, d'épicéa... Le papetier fait son mélange de pâtes comme le ferait un négociant en vins. Les papetiers européens importent beaucoup de pâte à papier, très largement d'Amérique du Sud.

Le papier fabriqué en Europe est utilisé principalement en Europe. La seule exportation de papier européen est vers la Chine, qui imprime beaucoup et produit pour l'instant très peu de papier. C'est en pleine évolution d'ailleurs puisque les groupes papetiers occidentaux investissent beaucoup en Asie.

La réflexion sur l'écologie du livre commence à s'imposer, et celle qui concerne le livre jeunesse est un peu particulière. Comment abordez-vous cette question ?

A priori, en regardant les études faites par l'Adème, par le WWF et autres, nous avons en France des livres qui sont majoritairement respectueux de l'environnement en termes de papier. Sachant que le papier représente 80 % de l'impact environnemental du livre. 80 % des éditeurs travaillent sur du papier PEFC et FSC, labels qui ne concernent que la pâte à papier.

Ces labels sont pourtant parfois contestés.

Ces labels ont sans doute des failles, mais c'est vraiment mieux que rien. Le Règlement bois de l'Union européenne, le RBUE, est en train de s'élaborer mais il n'est pas encore au point. Pour l'ins-

tant, il empêche l'importation de bois frauduleux. C'est un pas en avant et, à terme, ce règlement remplacera sans doute les labels PEFC et FSC. La prochaine étape est de ne pas se limiter aux bois qui entrent en Europe mais de regarder de plus près la gestion des forêts européennes, polonaises notamment.

L'écologie du livre, donc...

Elle va se baser sur plusieurs points. Le premier point est bien sûr le papier, sa fabrication et l'origine de la fibre. Celle-ci est pour l'instant le seul point de certification des labels dont nous venons de parler.

Il y a ensuite des labels qui concernent la fabrication en elle-même : l'Ange bleu, le Cygne blanc, et la Fleur européenne, qui est le label le plus difficile à obtenir aujourd'hui. Les papiers certifiés par cette fleur européenne tiennent compte des intrants et des effluents du papier (consommation d'eau, etc.), c'est elle qui pose le regard le plus large sur les processus de fabrication du papier.

Ensuite vient l'imprimerie en elle-même, pour laquelle, en France et en Europe, il y a le label Imprim'vert. Imprim'vert ne garantit pas le livre en tant que tel mais garantit que l'usine qui le produit respecte un certain nombre de règles environnementales. (Voir page suivante.) Cette certification est une initiative française (du Loir-et-Cher si l'on veut être précis) mais elle se retrouve désormais à l'échelon européen. Elle est importante pour la sécurité des imprimeries et de ceux qui y travaillent.

IMPRIM'VERT®

COMMENT ÇA MARCHE ?



1 DEMANDE D'ATTRIBUTION

L'imprimeur sollicite l'attribution du label au référent dont il dépend.



La liste des référents est disponible sur imprimvert.fr.

2 DIAGNOSTIC ET ACCOMPAGNEMENT



Le référent réalise un diagnostic chez l'imprimeur puis l'accompagne dans la mise en place du cahier des charges.



3 DÉLIBÉRATION

Le référent présente le dossier au comité régional d'attribution ou, à défaut, au comité national.



4 ATTRIBUTION

Si le dossier est accepté, l'imprimeur bénéficie du label Imprim'Vert® pour une année civile.



5 RENOUELEMENT



AN 1

AN 2



AN 3



La première et la deuxième année, l'imprimeur doit justifier du respect du cahier des charges via une déclaration en ligne.

La troisième année, le référent effectue un nouveau diagnostic sur place et le processus recommence à l'étape 2.

Infographie ÉCLAIRAGE PUBLIC

C'est aussi un label qui se remet à jour en permanence. Le cinquième critère a été ajouté il y a quatre ans alors que le label lui-même a 30 ans. Enfin, on voit aussi arriver une réflexion sur la responsabilité sociétale des imprimeries mais c'est encore balbutiant. Pour ce qui est de la production jeunesse et de son usage, c'est du côté de la « directive jouet » qu'il faut regarder. En deux niveaux d'âge différents : moins de 14 ans, moins de 36 mois.

Pouvez-vous nous expliquer comment ça marche ?

C'est l'éditeur qui appose ces marques sur son produit. Ce label promet que le lecteur ne court aucun danger dans son usage du produit en question. Cette analyse est faite par des laboratoires approuvés qui sont très coûteux. Ils regardent trois types de problèmes : mécaniques (petites pièces qu'un enfant pourrait avaler, sont-elles digestibles ou non...), chimiques (papier, encre, plastique...) et inflammabilité. L'éditeur peut décider, avec tous les éléments dont il dispose (les certifications de son imprimeur, de son papier...), d'apposer lui-même cette garantie sans passer par l'étape coûteuse en laboratoire. Sachant que cela le rend responsable devant la justice pénale pour une durée de 10 ans, il le fait avec sérieux.

En matière d'écologie du livre jeunesse, il y a un point qui va rester difficile, c'est la question de la fabrication en Asie. Et c'est important. Je considère que 90% de ces livres ne posent pas de problèmes, c'est-à-dire qu'ils sont conformes au niveau d'exigence que nous pouvons avoir en Europe. Parce que ce sont des entreprises qui travaillent pour Disney, pour les grands du jouet, Mattel et autres, et que ces entreprises sont extrêmement sourcilleuses sur ces questions. Mais à côté de cette production de standard international, il y a des petits imprimeurs qui proposent leurs services aux éditeurs européens et dont on ne sait rien des processus de fabrication. C'est réel mais je ne pense vraiment pas que ça excède 10% de la production asiatique importée en Europe.

Cela nous amène à la question du transport dont j'ai lu qu'elle correspondait à 19% du poids écologique du livre (source WWF).

Moins, beaucoup moins. Je dirais 5% et pour moi c'est l'épaisseur du trait. Un camion Le Havre-

↑
L'attribution du label Imprim'vert.

Paris pollue plus que le bateau qui a apporté vos livres de Hong-Kong jusqu'au Havre. Un camion qui livre votre tirage de Pologne ou de Bulgarie met deux jours, un impact carbone supérieur aux bateaux qui viennent d'Asie.

Donc il pollue...

5%. Et ce n'est pas un levier assez puissant pour que ce facteur modifie l'équation. L'argument n'a pas vraiment de poids. Le papier et l'usine de fabrication sont plus importants.

Néanmoins, comment est motivé le choix de délocaliser la production en Asie? Par un défaut de savoir-faire (on pense-là aux pop-up ultra sophistiqués) ou pour une recherche de main-d'œuvre à bas coût?

Ces deux facteurs sont liés. Il y a 50 ans, on savait faire en Europe. Mais les imprimeurs chinois sont arrivés en proposant des prix inférieurs de moitié. On s'est précipité dans cet Eldorado : on pouvait tout faire et ça ne coûtait rien ! Les livres sont de plus en plus sophistiqués et les imprimeurs européens qui savaient faire ont disparu. Ils étaient en France, en Italie... Regardez les achevés d'imprimer des vieux pop-up que vous trouvez dans les brocantes ! Cette rupture a commencé dans les années 1960 et les imprimeurs de proximité n'ont plus gardé que les fabrications simples. Ce sont les éditeurs anglais qui ont fait entrer le loup dans la bergerie. Ils avaient perdu leur outil industriel bien avant nous et pour eux, qui sont sur une île, fabriquer en Italie ou fabriquer en Chine, ça ne fait pas grande différence. Les grands éditeurs anglais qui ont inventé la coédition (rappelez-vous les grandes heures de Dorling Kindersley) ont abreuvé toute l'Europe continentale de livres très sophistiqués fabriqués en Chine et nous avons suivi pour bénéficier nous aussi d'un rapport sophistication/prix imbattable. Nous sommes toujours dans ce flux-là et nous ne savons plus fabriquer autrement les livres complexes et semi-complexes. CAP reste le seul imprimeur qui fait du tout-carton en Italie, il y en a un autre en Allemagne, mais c'est tout. Pourtant, aujourd'hui, les prix de l'Asie augmentent entre 5 et 10% par an. Cette augmentation est essentiellement liée à une augmentation du coût de la main-

d'œuvre, l'apparition d'une protection sociale. Hier je parlais avec un imprimeur chinois qui cherchait à implanter ses usines dans des régions plus reculées, où la population a moins de travail, pour pouvoir avoir un coût salarial plus faible.

Sans commentaire...

Après on ira sur Mars, sans doute.

Cet état des lieux, couplé à une réflexion sur la responsabilité écologique du livre, peut amener à deux scénarios différents: accepter d'avoir des livres plus chers, ou se contenter de livres plus simples.

On est à un carrefour industriel et commercial, auquel s'ajoute la question des taux de change (et l'on se souvient que l'Euro a été dévalué par rapport au dollar en 2016). Les prix de l'Asie et de l'Europe occidentale sont de plus en plus proches, quasiment comparables si on parle de l'Europe orientale. Entre en jeu la capacité que l'on a à automatiser un certain nombre de tâches, s'adjoindre une assistance informatique. L'imprimerie 4.0 commence à faire son chemin. Cela signifie que l'on va pouvoir recommencer à créer, en Europe, des outils industriels capables de produire des livres complexes. L'automatisation de l'imprimerie et du façonnage ouvre une troisième voie qui devrait nous permettre d'éviter les deux autres que sont la cherté des livres ou leur simplification.

Quels sont les pays Européens les plus avancés dans cette reconstruction?

Malheureusement, pour l'instant, ce sont les pays européens où le coût du travail est le plus bas car ils additionnent main-d'œuvre et automatisation. Il faut savoir que le coût du travail en Bulgarie est presque moins élevé qu'en Chine.

Comment abordez-vous ces sujets avec les éditeurs jeunesse?

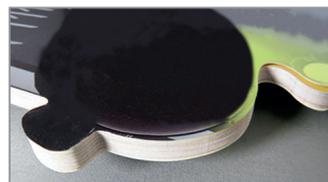
Les éditeurs voient avec inquiétude les livres qu'ils souhaitent produire devenir impossible à faire. D'autre part, pour beaucoup de livres sophistiqués, l'achevé d'imprimé est très visible, souvent en quatrième de couverture, et le public des parents et surtout des grands-parents est très attentif à cette information. Le «Made in France» a une grande importance pour ces acheteurs.



Tout-carton cartonné



Flaps dans tout-carton



Découpe de volumes brochés



Collage automatique de tout-carton



Éléments rapportés-collés



Autocollants découpés

↑

Quelques exemples de travaux proposés par L'APLC (Atelier partagé du livre complexe) pour rapatrier des travaux de façonnage disparus en France.

© Photos JML.

Le savoir-faire est donc en train de se restaurer en Europe?

C'est difficile mais on essaye. Moi j'y travaille beaucoup au niveau de la France avec les imprimeurs qui produisent en couleur et qui ont une clientèle d'éditeurs.

Sachant qu'en amont de l'imprimerie, il y a l'industrie des machines d'impression et aujourd'hui, pour acheter par exemple une machine nécessaire au façonnage d'un tout-carton, c'est en Chine qu'il faut aller la chercher, dans la seule usine qui en fabrique malgré une tentative européenne peu satisfaisante.

Quels sont les pays européens qui sont à la pointe de cette imprimerie 4.0 telle que vous l'appelez de vos vœux?

En France, nous ne sommes pas très bons. L'Allemagne est le pays qui est en avance. Et la Chine, de son côté, l'est aussi bien sûr.

En quoi l'Europe, en tant qu'institution, accompagne-t-elle toutes ces réflexions?

Si j'en juge par mon expérience française, l'Europe n'intervient en rien. C'est une histoire industrielle et donc d'acteurs privés, nationaux ou internationaux. Et la pression vient pour beaucoup du consommateur.

Le coût carbone est très rarement affiché sur un livre alors qu'il est courant sur un magazine.

Il est obligatoire pour la presse (presse magazine et presse professionnelle) puisque l'on considère que la presse se jette. L'édition qui, elle, normalement, produit des livres qui se gardent n'est pas encore soumise à cette obligation. Cela viendra sans doute. Pour le moment, seul le groupe Hachette a décidé de le marquer sur sa production, et c'est une démarche de communication (communication et environnement appartiennent à la même direction dans ce groupe). Il faut savoir que l'édition représente seulement 5% du marché du papier pour l'industrie graphique. C'est un pas en avant mais je considère que le bilan carbone n'est pas un indica-

teur suffisant. Editis a pris le problème autrement et ils sont à 90 % sur du papier certifié FSC.

Aujourd'hui, il serait plus intéressant d'adopter des bilans plus vastes, à trois ou quatre critères, pour évaluer l'impact environnemental de la production d'un livre. C'est ce que fait la presse.

En revanche, ce que l'édition fait vraiment très bien, c'est l'organisation du pilon. 100 % des livres pilonnés sont recyclés et toute l'Europe fonctionne comme ça.

Reste la question des encres. L'encre pour l'impression numérique, produite au Japon et aux USA, est très mystérieuse. Les migrations des encres dans les processus de recyclage cachent sans doute des dangers que l'on ne mesure pas encore. Il y a aussi un retour préoccupant à une dégradation des papiers liée à l'acidité, problème que l'on pensait avoir réglé depuis longtemps. Est-ce lié à la part du recyclé dans la composition de la pâte à papier? Le fait que l'on ne sache pas l'expliquer est insatisfaisant. L'impression d'un papier peut avoir été faite de différentes façon (héliogravure, offset avec ou sans séchage, numérique...) et la pâte d'origine de ces papiers est forcément très hétérogène. Or le recyclage mélange tout cela pour en faire de la pulpe à papier dont on ne sait finalement pas grand-chose. Le recyclage n'est sans doute pas la panacée que l'on espérait.

L'autre révolution de l'industrie de production des livres se situe autour de ce que l'on appelle la POD, ou impression à la demande, celle qui permet de réduire les tirages, les stocks et les circuits.

Pour moi, cela se cantonne à des tout petits marchés. Les structures des maisons d'édition sont basées sur la volumétrie. Un éditeur qui vend deux livres par jour ne vit pas. L'impression à la demande ne peut être que marginale.

Il n'empêche que les éditeurs ont de plus en plus souvent recours à des techniques d'impression alternatives pour faire des tirages très courts qui permettent de garder des titres vivants. Car on sait bien que l'édition ne se résume pas à la gestion des gros tirages. Comment imaginez-vous que cette question va évoluer?

On a déjà vu le groupe Editis mettre en place sa filiale d'impression Copernics, en partenariat avec

la firme américaine Epac. C'est un système qui imprime de 1 à 3000 exemplaires, couplé à Interforum, l'outil de distribution du groupe. C'est un système pertinent pour maintenir un titre au catalogue, pour la fin de vie d'un titre, vie de plus en plus brève comme on sait... Même si ça fait grincer les dents des imprimeurs plus traditionnels. Sachant qu'en France la filière de l'imprimerie est surdimensionnée et celle de l'imprimerie numérique est en voie de sur-sur-sur-développement, avec un parc de très belles machines qui tournent parfois à peine une heure par jour. Sachant aussi qu'à l'encontre de ce système de POD, se développe le marché de l'occasion, qui permet aux lecteurs de trouver n'importe quel livre épuisé sur Internet. Et ce n'est plus chez l'éditeur qu'ils vont le chercher. C'est tout cela qui me fait penser que la POD va rester à la marge du métier. Hachette a lui aussi son outil de POD, Lighting source, entre autres accords avec des prestataires numériques, car un distributeur de cette envergure ne peut pas ne rien proposer aux éditeurs qu'il distribue. C'est à la fois un progrès dans la souplesse, dans la rapidité, mais c'est un recul au regard de l'histoire d'un métier. C'est la réponse à Amazon et je ne peux pas m'empêcher de regretter que l'on privilégie le flux au savoir-faire.

Si on élargit un peu le champ de vision, on s'aperçoit que les courbes des tirages et les courbes de ventes sont en train de se rejoindre. Les éditeurs ont compris que le poids de leur stock était trop lourd et les tirages sont de plus en plus courts, au plus près des niveaux de vente.

Prêcheriez-vous pour le livre numérique?

Non bien sûr car ce n'est pas mieux, et croire que le coût écologique du numérique est faible est une hérésie (voir p. 129). Mais il faut se méfier des bonnes solutions d'un jour qui sont les mauvaises surprises du lendemain, à l'exemple du diesel ou des batteries électriques. On ne va pas pouvoir éternellement reculer devant la nécessité de changer de modèle de consommation. On va devoir se baser sur une industrie de décroissance et miser sur la formation de tous ceux qui doivent l'inventer sans détruire l'offre culturelle. ●

Propos recueillis par Marie Lallouet, le 13 mars 2019.